

Un plan pour l'Education !

*Motion présentée devant le Conseil National des Jeunes Démocrates
Réuni le 26 septembre 2015 à Guidel*

*Faisant suite au rapport « Un plan pour l'éducation » publié par les Jeunes Démocrates
<http://www.jeunes-democrates.org/article/2015/08/un-plan-pour-l-education>*

L'école, le collège, et plus généralement l'enseignement national, doivent contribuer à la réalisation de l'idéal républicain et humaniste qu'est l'égalité des chances, et que l'on peut traduire par la possibilité, offerte à chacune et chacun, aussi modestes et défavorisées que soient ses origines, d'accéder, par la valeur de son travail, aux plus hautes fonctions de l'état et des mondes économiques, scientifiques et culturels. Réformer l'enseignement, c'est toucher à la réalisation de cet idéal.

L'école, le collège, le lycée, doivent garantir la possibilité pour toutes et tous de s'intégrer pleinement dans notre société, au plan citoyen, au plan professionnel... et au-delà, ils doivent ambitionner de fournir à toutes et tous les bases nécessaires à la compréhension de notre monde complexe, et au développement d'un esprit critique, personnel et éclairé.

Certains verront dans la réforme la menace d'aggravation d'un système reproduisant ou accentuant, génération après génération, les disparités et les inégalités sociales. D'autres, au contraire, y verront l'opportunité d'enfin rétablir la relative garantie d'une égalité des chances. ...car nous ne pouvons pas fermer les yeux sur la réalité actuelle :

Ces vérités qui dérangent à propos de l'éducation en France

- Comme l'a prouvé le récent rapport PISA, l'enseignement public, aujourd'hui, garantit moins qu'hier l'égalité des chances.
- 20 pourcents des enfants entrant en sixième sont illettrés, au sens où ils arrivent à « déchiffrer » les mots, mais ne parviennent pas à attribuer un sens à ce qu'ils lisent. Un handicap qu'il leur est difficile de résorber par la suite, et peut évoluer vers l'analphabétisme s'il n'est pas pris en charge efficacement.
- D'un autre côté, 70 % des 2,2 % enfants dits « surdoués » se retrouvent en situation d'échec scolaire en fin de troisième. La moitié d'entre eux quittera le système scolaire sans le BAC.

Ces deux derniers exemples permettent de constater clairement que notre système éducatif est incapable de prendre en compte ceux de ses élèves qui n'entrent pas dans la moyenne – on pourrait dire la norme – d'une manière ou d'une autre.

A ce constat, déjà lourd s'ajoutent d'autres éléments à charge :

- 40% des enseignants se disent mal formés à la pédagogie.
- seul 14% des élèves sortant du lycée maîtrisent au moins une langue étrangère
- Le cumul études-emploi augmente de 43% le risque d'échec aux examens, mais presque aucun effort n'est consenti par l'enseignement supérieur et ses intervenants pour mieux s'adapter aux conditions de vie et d'étude de ces élèves les plus menacés.

Ces constats sont intolérables !

Eduquer est une priorité, bien éduquer nécessite d'établir des priorités

Avant toute chose, il nous paraît essentiel de clarifier nos attentes vis-à-vis de notre système éducatif, et de les prioriser.

- 1° Selon nous, la priorité absolue de l'école, c'est de fournir à chacun et chacune les bases fondamentales pour se défendre dans la vie : savoir lire, savoir écrire, savoir compter.
- 2° Notre système éducatif doit également ambitionner d'apprendre à chacun et chacune à vivre en société dans le respect des autres, des différences, des règles et des institutions. (*Savoir être*) Toutefois, l'école n'est pas seule à assumer cette mission d'éducation au sens propre, les familles, et dans une moindre mesure, le reste du corps social, ne doivent pas être relevées de cette responsabilité.
- 3° Au primaire puis au secondaire, l'Education Nationale doit fournir aux élèves les connaissances nécessaires à la poursuite d'études, et au-delà, quel que soit le cursus choisi, permettre à l'adolescent ou au jeune adulte d'accéder à un diplôme professionnalisant. (*Savoirs, savoirs faire, savoir apprendre*). Mais parce qu'aujourd'hui « diplôme » n'est plus toujours synonyme d' « emploi », elle doit également conseiller et orienter les jeunes sans a priori, en les informant des débouchés réels de chaque filière en termes de nombre, de pérennité et de qualité de l'emploi.
- 4° Notre système éducatif doit avoir pour ambition de porter chacun au maximum de ses capacités, fussent-elles disparates. Prétendre le contraire, affirmer que seul compte le « nivellement », c'est laisser aux plus aisés, seuls, la possibilité d'atteindre l'excellence, par le truchement de l'éducation particulière.
- 5° Enfin, dans un monde où la multiplication des sources d'information et des ressources de connaissances accroît à la fois les possibilités d'apprendre par soi-même et les risques de faire fausse route, l'Education Nationale doit tendre à « apprendre à apprendre » à ses élèves, tout en leur fournissant les bases essentielles

Nos propositions pour la refondation de l'Education Nationale

- 1° Nous proposons d'instaurer au collège des classes de rattrapage spécifiques pour les élèves présentant des retards graves en lecture, écriture et calcul. Dotées d'effectifs réduits pour de meilleures conditions d'apprentissage, elles pourront être dotées d'un volume horaire étendu ou d'un programme légèrement allégé dans les autres matières pour pouvoir consacrer plus de temps à ces fondamentaux. On peut même envisager d'étaler 2 ans de programmes sur 3 années de scolarité, à l'instar des secondes d'adaptation. Afin de réduire les effets possibles de « stigmatisation », on peut même imaginer que, sous la réserve d'un peu d'habileté dans l'établissement des plannings, ces élèves soient dispersés au sein des classes classiques pour certaines autres matières.

-
-
- 2° Aujourd'hui, 40 pourcents des enseignants s'estiment insuffisamment formés à la pédagogie. Pourtant, enseigner, ce n'est pas seulement savoir, c'est aussi transmettre le savoir. Nous proposons d'instaurer de véritables possibilités de formation par alternance sur les 2 années de master. Et, Pour les étudiants en licence se destinant au métier d'enseignant, favoriser la réalisation de stages « d'assistant professeur » dans les classes (seconder l'enseignant et apprendre à son contact).
 - 3° Nous suggérons également d'améliorer la formation des enseignants à l'exercice de l'autorité, en formation initiale comme en formation continue. Autorité ne signifiant pas autoritarisme.
 - 4° Nous jugeons inacceptable qu'aujourd'hui les enseignants novices soient presque systématiquement affectés aux établissements les plus difficiles. Nous proposons de modifier les règles d'affectation actuelles, afin de permettre aux futurs enseignants de perfectionner leurs méthodes pédagogiques, et au besoin d'affirmer leur personnalité et de consolider leur confiance en eux dans des classes relativement calmes, pour n'être affectés aux classes les plus difficiles qu'après quelques années d'exercice.
 - 5° Nous croyons enfin qu'il est temps de changer notre approche du dialogue technique au sein du monde enseignant. Il n'est ni pertinent ni efficace que les méthodes pédagogiques et les programmes soient dictés par le ministère sans réelle consultation des professionnels de l'enseignement.

Nous proposons notamment d'ouvrir plusieurs larges concertations, au sein du monde enseignant, sur des sujets aussi variés que l'allègement des programmes scolaires, aujourd'hui surchargés, la lutte contre la régression des performances de nombreux élèves en mathématiques constatée sur les dernières années, ou l'amélioration des méthodes d'apprentissage des langues étrangères, au premier rang desquelles l'anglais, qu'aujourd'hui seuls 14 pourcents des élèves maîtrisent à la sortie du lycée.
 - 6° Nous pensons qu'il serait juste de revaloriser la rémunération des enseignants du primaire, afin de compenser les écarts notables qui subsistent avec les enseignants du reste de l'OCDE, et par rapports aux enseignants du secondaire et au-delà. Cette mesure de justice devra toutefois être réalisée à budget constant, ce qui nécessitera la réalisation d'économies sur d'autres postes du budget de l'Education Nationale.
 - 7° Nous proposons, dans les établissements les plus difficiles, d'avoir recours à des surveillants-éducateurs spécifiquement formés, permanents, et en effectif renforcé.
 - 8° Nous suggérons que soit engagé un débat national visant à permettre d'intégrer sereinement au programme d'Histoire l'étude de la Guerre d'Algérie. Le temps de débat pourra être long (quelques années) tant cette plaie du passé proche est encore vive au cœur de nos deux nations, mais par ailleurs, le silence ne guérit pas les rancœurs, et les non-dits les attisent.
 - 9° Nous suggérons de tendre à la généralisation, en 3°, de l'organisation de demi-journées de rencontre et d'échange avec des professionnels, témoins de métiers variés. Pour nous, prendre contact avec le monde du travail par un « stage photocopieuse » où l'ennui et le désœuvrement priment trop souvent, n'est bénéfique ni aux jeunes, ni aux professionnels.

- 10° Enfin, nous suggérons l'intégration, au primaire, de quelques heures d'initiation à la langue des signes, potentiellement en partenariat avec des associations qui interviendraient dans ce cadre.

Une éducation nationale performante, qui rétablisse l'égalité des chances et permette à tous nos enfants de s'intégrer dans la vie et dans le monde, c'est la promesse d'un renouveau de l'idéal de liberté, d'égalité et de fraternité.

C'est l'un des plus beaux cadeaux que nous pouvons faire à nos enfants, et nous faire à nous même.

Nous pouvons le faire !